



IsraËl met en garde contre une escalade pendant le ramadan, tout en faisant tout pour la provoquer

Description

Ã?rosion du statu quo Ã Al-Aqsa, soutien aux pogroms des colons, ignorance des crimes violents : sâ??il y a une explosion, elle sera orchestrÃ©e par IsraËl seul.



Les forces israéliennes montent la garde tandis que les Palestiniens passent le poste de contrôle de Qalandia pour se rendre à la première prière du vendredi du ramadan à la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem, le 20 février 2026. photographe : Chaim Goldberg image : Flash90

Par Baker Zoubi, le 24 février 2026

« Des mesures de sécurité sont prises en vue du ramadan », « Les responsables de la sécurité mettent en garde », « La question n'est pas de savoir s'il y aura une escalade, mais quand ».

Des déclarations comme celles-ci ont envahi les ondes en Israël la semaine dernière, à l'approche du mois sacré du ramadan, soulignant ce qui est devenu une quasi-évidence, ici, ces dernières années : le ramadan est une menace, annonciatrice de violences des Palestiniens.

contre les Juif.ves israËlien.nes.

Eyal Zamir, chef d'État-major de l'armée israËlienne, a écrit une lettre à cet effet à l'élite politique, détaillant l'état de préparation de l'armée à une éventuelle escalade sur différents fronts. Comme l'a indiqué le média israËlien *Mako* : « Zamir a mis en garde [à] contre le risque de déstabilisation en Judée-Samarie [Cisjordanie] au cours du mois explosif qui débutera cette semaine. » Les chefs de la police israËlienne et les représentants du ministère de l'Intérieur ont même tenu une réunion spéciale avec des imams et d'autres personnalités publiques des communautés arabes d'IsraËl la semaine dernière, les exhortant au calme. Si la réunion s'est déroulée dans un climat conciliant, elle reflétait clairement une perception sécuritaire selon laquelle les citoyens palestiniens constituent un facteur de risque à gérer, et non une communauté dont les droits et la liberté de culte doivent être protégés.

Au contraire, le responsable de la police, le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir, travaille sur une législation qui faciliterait l'interdiction de l'appel à la prière islamique. Sous la direction de Ben Gvir, la police a déjà commencé à infliger des amendes pour « nuisances sonores » provenant des mosquées, une politique qui devrait s'intensifier pendant les prières nocturnes du Taraweeh pendant le ramadan. En réalité, les avertissements des responsables de la sécurité israéliens ne pourraient être plus éloignés de la réalité. Le ramadan n'est pas une menace, ni un « mois explosif », et ne l'a jamais été. La question que nous devrions nous poser est la suivante : qui souhaite réellement une escalade pendant le ramadan, et qui devrions-nous mettre en garde ?

Une escalade unilatérale

Ces dernières semaines, on a constaté une nette diminution des attaques nationalistes perpétrées par des Palestiniens contre des Juif.ves israËlien.nes, tant en Cisjordanie qu'à l'intérieur de la Ligne verte. À l'opposé, les colons israËlien.nes ont mené des pogroms dans les villages palestiniens presque quotidiennement, forçant quelque 700 Palestiniens à fuir leurs maisons depuis le début de l'année.

Vendredi dernier, des colons ont attaqué le village de Mukhmas et ont abattu un Palestinien de 19 ans sous les yeux des soldats israËlien.nes. Parallèlement, l'armée a arrêté plus de 100 Palestiniens en Cisjordanie au cours de la première semaine du ramadan.

Alors que les colons s'emparent de plus en plus de terres palestiniennes sur le terrain, le gouvernement israËlien fait simultanément de l'annexion une réalité juridique. Le cabinet de sécurité et de politique israËlien a récemment approuvé des changements politiques majeurs en Cisjordanie, notamment l'assouplissement de la vente de terres aux Juifs et le transfert de l'autorité sur le Caveau des Patriarches/la mosquée d'Ibrahim et le tombeau de Rachel à deux des lieux saints les plus contestés de Cisjordanie à l'administration civile israËlienne.

Par ailleurs, le ministre des Finances Bezalel Smotrich a déclaré que l'un de ses objectifs pour le prochain mandat de la Knesset était d'encourager l'émigration depuis Gaza et la Cisjordanie, son euphémisme préfacé pour désigner le nettoyage ethnique. Ben Gvir, pour sa part, a invité des journalistes de droite à visiter la prison d'Ofer la semaine dernière où au moins cinq prisonniers palestiniens sont morts en détention depuis le 7 octobre afin de montrer

les conditions épouvantables dans lesquelles sont détenus les prisonniers sécuritaires.

À Gaza, les attaques israéliennes ont tué des dizaines de Palestiniens supplémentaires ces dernières semaines, malgré le soi-disant cessez-le-feu, tandis que le siège en cours aggrave encore la crise humanitaire. Et alors que le passage de Rafah a été partiellement rouvert, l'armée israélienne et ses gangs mandataires harcèlent et intimident les rares résidents qui ont été autorisés à retourner dans la bande de Gaza. Même à Jérusalem, qui a été relativement « calme » ces deux dernières années, l'escalade se poursuit du côté israélien avec des expulsions massives des quartiers palestiniens au profit des organisations de colons. La police israélienne a également fermé les organisations humanitaires opérant dans la ville.

Mais c'est la mosquée Al-Aqsa que les politiques israéliennes présentent le plus grand risque de provoquer une réaction violente. Malgré les démentis du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Ben Gvir a unilatéralement bouleversé le statu quo vieux de plusieurs décennies sur le site de la mosquée, également connu sous le nom de Mont du Temple, en autorisant la prière juive sur le site et, récemment, en autorisant même les feuilles de prière imprimées.

Israël a limité à 10 000 le nombre de Palestiniens de Cisjordanie autorisés à entrer à Jérusalem, tout en prolongeant les heures de visite des Juifs dans l'enceinte. Malgré cela, le premier vendredi du ramadan s'est déroulé dans le calme. S'il doit y avoir une escalade, elle aura été orchestrée par une seule partie : le gouvernement israélien.

Incitation à la haine raciale

Cependant, le front le plus chaud ces jours-ci n'est pas en Cisjordanie ou à Jérusalem, mais dans les villes palestiniennes où l'intérieur d'Israël, où le crime organisé et la violence armée se développent sans intervention de l'État. Le nombre de meurtres liés aux gangs cette année est plus de 57 décès est supérieur à la moyenne quotidienne de l'année dernière et continue d'augmenter.

Beaucoup de ces meurtres sont commis par des tirs directs à tête, ce qui nécessite les compétences de professionnels. Certains cas ont donné lieu à des doubles, voire des triples meurtres. Et samedi, un drone a largué une grenade sur une maison dans la ville de Kafr Kana, dans le nord du pays. Alors que la police israélienne s'est montrée peu disposée ou incapable de lutter contre ces crimes, elle emploie à tuer des Palestiniens qui n'ont aucun lien avec eux. Mercredi dernier, la police a abattu Ahmed Ashkar, 18 ans, dans la ville de Kaboul, dans le nord du pays, pour avoir prétendument refusé d'arrêter sa moto, ce qui a conduit à des affrontements avec la police et à la déclaration d'une grave scène susceptible de se reproduire dans d'autres villes arabes en raison de l'incitation de Ben Gvir et de son soutien au policier meurtrier.

Ces dernières semaines, la police a également bloqué l'accès aux quartiers arabes de la ville binationale de Lod et tué un soldat lors d'un raid de plusieurs semaines dans le village de Tarabin Al-Sana, dans le sud du pays.

Il convient de souligner que rien de tout cela n'a de rapport avec le ramadan. Contrairement à ce que prétend Israël, le mois sacré est généralement marqué par une diminution des manifestations en raison de son caractère social et festif, ainsi que de sa signification religieuse et du jeûne lui-même. En fait, les musulmans ont tendance à mener une vie plus calme pendant le ramadan, non seulement ici, mais dans le monde arabe et islamique. L'insistance d'Israël à présenter le ramadan comme un mois de tension et d'escalade en raison des actions des Palestiniens est totalement infondée et constitue un autre aspect de la campagne d'incitation de ce gouvernement, amplifiée sans critique par la plupart des médias israéliens.

La réalité ne pourrait être plus claire : la poussée vers une explosion de violence ce mois-ci vient uniquement d'Israël. Le soutien continu du gouvernement aux colons violents en Cisjordanie, les restrictions imposées aux Palestiniens qui entrent à Jérusalem, les efforts de Ben Gvir pour changer le statu quo à Al-Aqsa et la politique d'abandon des citoyens palestiniens face au crime organisé risquent tous de provoquer la colère du public et une escalade, même si ce n'est pas dans la même mesure que les événements de mai 2021.

La véritable menace n'est pas le ramadan, mais l'incitation meurtrière de ce gouvernement et sa tentative de ternir un mois sacré par un discours de terreur et de haine, tout cela pour servir des intérêts politiques et alimenter les pulsions racistes.

Traduction pour l'Agence Média Palestine : L.D

Source : [+972 Magazine](#)

date créée

2026/02/25